

Déstabilisation de l'ordre mondial ou cécité politique ?

L'ordre mondial établi au fil des temps modernes se fissure, face à une reconfiguration politique, économique et sociale qui a remis en cause l'hégémonie du Nord et particulièrement celle de l'Occident. Les néopopulismes et néonationalismes instrumentalisent cette déstabilisation à leur profit, mais avec un faible succès, tandis que la coopération internationale se trouve malmenée, au moment où des défis comme les sécurités climatique ou sanitaire exigent une réponse globale.

Bertrand BADIE, professeur émérite des universités à Sciences Po Paris, spécialiste des relations internationales

La bipolarité propre à la guerre froide nous avait installés dans une sorte de confort intellectuel, du moins le faisait-elle quand il s'agissait du Vieux Monde. Les repères pouvaient sembler redoutables, même apocalyptiques, mais ils étaient consensuellement établis, nous permettant de codifier la vie internationale, même si les règles de la « coexistence pacifique » ne s'appliquaient pas à une périphérie déjà méprisée ou tenue, comme son nom l'indiquait, pour accessoire... Le confort était double lorsqu'il s'agissait de la part occidentale de l'Ancien Monde, puisque celui-ci pensait son identité et sa survie en référence à l'idée d'Etat de droit et à celle de démocratie qui le distinguaient opportunément du bloc soviétique. Aussi avait-on alors de bonnes raisons de mobiliser les vieilles grammaires issues du temps de l'invention du système interétatique, au sortir de la Renaissance : la souveraineté, le principe de territorialité, la compétition entre Etats, le droit international, voire la guerre de facture classique restaient d'utiles principes dont l'absolu respect était profitable, sauf, bien sûr, si on s'engageait dans les affaires du tiers-monde tenues pour dérogoires aux grands principes... Ce monde dit « occidental » a probablement gagné la guerre froide : mais les lauriers ainsi cueillis ont coûté cher à ceux qui ont cru devoir s'en parer ! Au-delà d'une excessive confiance en soi, le monde ainsi nommé a fermé les yeux devant la nouvelle scène internationale qui se constituait au tournant du millénaire et n'a cessé de chercher à transformer les défaites désormais subies en apparentes victoires, le précipitant dans une forme de cécité qui n'a cessé de s'aggraver jusqu'à effacer peu à peu ce qui lui restait de vertu. Face à cette œuvre d'inconscience, la Russie vaincue, gérant son humiliation dans la violence, et un Sud global, victime d'un défaut de reconnaissance et d'institutionnalisation, ont souvent agi comme catalyseurs, volontaires ou non, de cette descente aux enfers.

Il faudra un jour écrire l'histoire de cette double inconscience qui a présidé au changement de millénaire. L'effondrement du camp soviétique n'a débouché que sur la simple pérennisation de l'Alliance atlantique qui appartenait pourtant à un monde révolu :

l'Otan est devenue une sorte d'embailllement d'un Occident pratiquant l'entre-soi, à la manière d'une vieille aristocratie méprisante à l'égard du « bas peuple » du monde, des « parvenus » et des « déclassés ». La notion de sécurité – notamment en Europe – n'a été aucunement revue, suscitant rancœurs au sein d'une Russie défaite ; l'idée multiséculaire de compétition entre égaux était contrariée sans qu'on en mesure les conséquences.

Mais surtout, erreur majeure, accroché à l'idée qu'il était, depuis sa naissance et à tout jamais, le centre du monde, le bloc occidental n'a pas su comprendre à temps ce que signifiaient décolonisation et mondialisation, deux ruptures dont la nature révolutionnaire fut dès le départ négligée et qui furent à l'origine de la déstabilisation que nous vivons douloureusement aujourd'hui. Dans cet échec, la France occupe hélas une place de choix, par sa culture coloniale et son nationalisme souvent mal maîtrisé.

L'impact majeur de ruptures historiques

La décolonisation avait déjà consacré une profonde rupture, rarement comprise, hier comme maintenant : le faible gagnait très généralement sur le fort et la puissance pouvait du même coup devenir impuissante. Plus encore, l'énergie sociale, issue de la frustration, la privation et l'humiliation des peuples, ne pouvait plus être soumise par le canon, mais devenait au contraire un paramètre décisif des nouvelles relations interna-

« Erreur majeure, le bloc occidental n'a pas su comprendre à temps ce que signifiaient décolonisation et mondialisation, deux ruptures dont la nature révolutionnaire fut dès le départ négligée et qui furent à l'origine de la déstabilisation que nous vivons douloureusement aujourd'hui. »

tionales. La guerre d'Algérie avait montré qu'on « n'éradiquait pas le terrorisme » par le simple geste militaire : il en est de même aujourd'hui pour décider du sort des Palestiniens ou des Kanaks, entre autres... En même temps, naissaient ainsi de nouvelles formes de conflit qui ne ressemblaient plus aux guerres interétatiques d'antan, lorsque deux armées équivalentes en capacité se faisaient face. En conséquence de quoi, le vieux droit de la guerre n'était plus respecté : le « terroriste » violant la loi du monopole de l'Etat sur la violence internationale, celui qui lui faisait face s'arrogeait tous les droits, même celui de torturer et de tuer dans le plus parfait anonymat, voire l'indifférence ou la complicité de la « communauté internationale ».

La mondialisation a bousculé, à son tour, bien des éléments de la vieille grammaire des relations internationales, celles qu'on qualifie généralement de « *westphalienne* » pour la rattacher au premier système international construit à la faveur de la paix de Westphalie, mettant fin en 1648 à la guerre de Trente Ans. Cet ordre international classique – qui doit beaucoup à la pensée politique d'alors, comme au droit international naissant – est inscrit dans l'ADN profond de la plupart des vieilles nations qui ont dû le pratiquer durant des siècles. Il est fondé sur le principe de souveraineté qui débouche logiquement sur le jeu de la compétition, la maximisation de la puissance et l'obsession du « rang », autant de références qui ne se conjuguent plus avec l'idée présente d'interdépendance, dérivée d'un monde désormais globalisé et qui renvoie pratiquement à l'inverse, peut-être même à cette « diplomatie modeste » un temps vantée par les chefs de la diplomatie allemande et japonaise, Guido Westerwelle et Katsuya Okada. Tous les deux, ministres d'un pays battu lors du dernier conflit mondial, avaient compris, nécessité faisant loi, que la politique

étrangère d'aujourd'hui supposait un travail de fond pour élaborer les conditions d'une gouvernance mondiale, dévouée autant que possible à la gestion des biens globaux et optant pour la recherche des grands équilibres mondiaux plutôt que l'avantage unilatéral, aussi fragile que périlleux...

Des crispations récupérées par le néopopulisme

On a sous-estimé la déception, voire la frustration, que l'essor de cette mondialisation a pu susciter chez les puissants d'hier. L'opinion dominante aux Etats-Unis conçut d'abord cette nouvelle séquence comme étant de sa propre invention, et donc comme une « fin de l'histoire » qui allait marquer le triomphe du modèle qu'elle avait porté. L'Ecole de Chicago crut ainsi pouvoir baptiser l'ordre économique qui en dérivait de « néolibéral », avec les vertus ruisselantes qu'on prêtait alors aux valeurs qui lui étaient solidaires. Le résultat fut tout autre : la mondialisation favorisa le succès des économies émergentes, précipita l'ascension de la Chine qui y trouva le moyen idéal d'entrer dans l'ordre mondial en position avantageuse, et incita ce tiers-monde jusque-là méprisé à revendiquer un « nouvel ordre économique international », de nouvelles normes et la fin de la « dictature du FMI ». Autant de données nouvelles qui donnèrent progressivement sens et contenu à l'idée d'un Sud réuni autour du rejet de l'ordre ancien. Cette reconfiguration complète et rapide de la scène internationale suscita peur et crispation parmi les vieilles puissances. Peur d'un monde extérieur menaçant les vieilles hégémonies et que le néopopulisme transformait facilement en haine de l'Autre, de l'étranger, du migrant, des cultures qui faisaient leur entrée dans le nouveau monde et qu'on tenait facilement pour responsables des maux ressentis par celles et ceux exposés aux difficultés et aux

L'OMS, un essai de démocratie sanitaire en danger

Le retrait du Président Trump de l'Organisation mondiale de la santé, en janvier 2025 (déjà amorcé lors de son précédent mandat), rappelle de mauvais souvenirs, lorsque plusieurs grands pays ont quitté après 1933 la Société des Nations. L'OMS, créée en 1946, a incarné l'idéal d'un parlement sanitaire mondial, une démocratie sans précédent. A sa fondation, elle espérait entraîner les pays dans l'application universelle d'un nouveau droit de l'Homme : le droit à la santé, défini comme « *un état de bien-être total, physique, psychique, social et culturel* », idéal semblant de nature à faire converger à l'avenir les efforts de tous les Etats.

Alors quelles sont les conséquences de ce retrait américain de l'OMS ? Innombrables sont les programmes initiés, soutenus, poursuivis par l'organisation, et les choix drastiques qu'elle sera amenée à faire. L'OMS soutient des programmes nationaux de recherche afin d'assurer aux populations défavorisées l'accès au diagnostic et au meilleur traitement possible, elle participe à la formation des personnels, assure la surveillance planétaire des microbes. On ne peut qu'imaginer la perturbation du recrutement de personnels, de l'organisation des cours et réunions scientifiques

qu'elle patronne (que va devenir l'Académie de l'OMS, récemment ouverte à Lyon ?).

Le cas de la tuberculose est exemplaire. L'OMS, avec l'USAID, élaborait des normes pour le diagnostic, le traitement et la prévention, à destination de tous les pays d'endémie. L'USAID finançait également un programme permettant de produire à faibles coûts les traitements de la tuberculose multirésistante. Trump a nettoyé le site de santé de l'USAID : il déchire la toile du réseau d'échange planétaire des données épidémiologiques. Et il s'attaque à l'idéal même de 1946 : en fustigeant « *l'idéologie de genre* », il remet en cause, par exemple, l'inspiration du programme de lutte contre le sida, qui a concrétisé le droit au traitement sans exclusion ; ce programme a permis le recul du virus et une reprise de vie décente pour des millions de malades : tout peut s'interrompre, si les médicaments tarissent. Avec Trump, il s'agit bien d'une attaque en règle contre la diplomatie sanitaire internationale. Elle ricoche sur la diplomatie internationale tout court, qui mène des négociations pour rétablir la paix dans le monde, première condition de la santé.

Anne-Marie Moulin, médecin et philosophe, CNRS, membre de l'Académie des sciences d'Outre-mer



La restauration de la puissance est une gageure qui conduit insensiblement à cette connivence nouvelle entre Moscou et Washington, également nostalgiques du temps où Brejnev et Nixon réglaient à eux deux le sort du monde.

souffrances socioéconomiques issues d'une époque nouvelle. Mais crispation aussi, celle prônée par les entrepreneurs du néo-populisme, offrant pour toute solution le simple retour aux vertus périmées d'autrefois : souverainisme, protectionnisme, politique de puissance, nationalisme, identitarisme exacerbé frisant volontiers un suprémacisme restauré...

Ces réinjections massives ne peuvent conduire qu'à la déstabilisation de l'ensemble de la charpente mondiale, encourageant une compétition avivée en un temps où la gestion des biens globaux de l'humanité implique, plus que jamais, un resserrement de la coopération internationale. Le multilatéralisme, déjà affaibli par la place excessive qu'il a concédée dès l'origine aux plus puissants, est ignoré par ceux-là mêmes qu'il devait servir en priorité. Le Conseil de Sécurité s'en trouve paralysé, faute d'être adapté à la nature nouvelle des conflits, où le rôle de nouveaux acteurs si déterminants se trouve de surcroît largement ignoré.

Rétablir la « puissance », une quête dangereuse

Surtout, l'essor du néonationalisme un peu partout, en Europe en particulier, et l'ascension du trumpisme ont peu à peu révélé les dégâts causés par ces nouvelles crispations, par cette négation des données objectives nouvelles comme des affirmations sociales qui les accompagnent. Le slogan « *Make America Great Again* » – que Vladimir Poutine pourrait reprendre à son compte pour en faire « *Make Russia Great Again* » – nous dit tout : il souligne cette conscience amère d'une puissance perdue et qu'on veut à tout prix regagner. Le paradoxe est aussi vif que dangereux :

la puissance a été partout mise en échec par la nouvelle configuration mondiale. A l'exception des opérations menées sous mandat des Nations unies, les Etats-Unis ont perdu toutes les guerres qu'ils ont entreprises depuis 1945, tout comme l'URSS fut battue en Afghanistan, la Russie dans une Ukraine qui lui a fermé la porte de Kiev, mais aussi la France dans ses guerres coloniales et postcoloniales. La restauration de la puissance est donc une gageure qui conduit insensiblement à cette connivence nouvelle entre Moscou et Washington, également nostalgiques du temps où Brejnev et Nixon réglaient à eux deux le sort du monde.

Mais ce temps est passé et sa restauration plus que périlleuse. Elle s'incarne dans un visage nouveau de la puissance, où le cynisme remplace le vernis idéologique d'antan. Les valeurs, « socialistes », d'un côté, « libérales » de l'autre, n'ont plus cours, et le droit dont l'Occident avait fait sa marque du temps de la guerre froide est délibérément ignoré. La puissance n'est plus destinée qu'à servir la puissance et à montrer sa pérennité : plus rien n'est autorisé à l'arrêter, même pas la CPI, cette justice pénale internationale si chèrement acquise et qui est désormais menacée à travers ses juges... Il en ressort une curieuse dualité pesant sur l'évolution de la conflictualité internationale. D'une part, les conflits sont de plus en plus intra-étatiques, n'opposant plus des Etats entre eux comme jadis, mais mettant désormais au premier plan des acteurs issus de sociétés en crise. D'autre part, les Etats réagissent à cette atomisation de la conflictualité par recours à une puissance nue et brutale qui se fait de plus en plus destructrice et meurtrière, rejoignant, comme à Gaza, les horreurs du

« On a un visage nouveau de la puissance, où le cynisme remplace le vernis idéologique d'antan. Les valeurs, "socialistes", d'un côté, "libérales" de l'autre, n'ont plus cours, et le droit dont l'Occident avait fait sa marque du temps de la guerre froide est délibérément ignoré. »

« Nous sommes au bord d'une posture qui reconstruirait le monde autour d'une nouvelle hiérarchie, où la préservation d'une certaine "civilisation" deviendrait l'objectif prioritaire... La crispation autoritaire se traduit en outre par une forme inédite d'alliance entre un illibéralisme politique et un capitalisme mondialisé de plus en plus ultralibéral. »

génocide, touchant des dizaines de milliers de vies anonymes, souvent celles d'enfants, dans l'indifférence générale des chancelleries. Il en dérive une sorte de racisme rampant, attestant qu'une vie en vaut plus qu'une autre... Nous sommes au bord d'une posture qui reconstruirait le monde autour d'une nouvelle hiérarchie, où la préservation d'une certaine « civilisation » deviendrait l'objectif prioritaire et la nouvelle grammaire du troisième millénaire...

Cette crispation autoritaire se traduit en outre par une forme inédite d'alliance entre un illibéralisme politique sans cesse plus affirmé et un capitalisme mondialisé qui se veut de plus en plus ultralibéral : le duo Musk-Trump en est la parfaite illustration, mais il se retrouve un peu partout, tant par exemple dans les liens fusionnels entre Vladimir Poutine et les oligarques russes, qu'entre l'Indien Narendra Modi et les milliardaires du cru, tel Gautam Adani... Cette complicité dans la promotion de l'autoritarisme politique, de

l'identitarisme militant et d'un culte renouvelé de la puissance au service de l'ordre trouve son fondement dans le principe de l'utilité réciproque : le néolibéralisme de la fin du siècle dernier ayant été mis en échec, de même que le profil « néoconservateur » qui lui était associé, l'escalade autoritaire paraît être désormais le cadre le plus rentable pour une économie conquérante et pour un pouvoir fragilisé qui se détourne de ses valeurs...

Ce tournant est inquiétant, pour la cause de la paix comme pour celle des droits fondamentaux. D'autant qu'il incite le monde à se désintéresser de la prise en compte des intérêts globaux qui relèvent pourtant de l'extrême urgence. Les sécurités humaine, climatique, sanitaire, alimentaire n'ont jamais été à ce point mises en péril, et jamais elles n'ont été autant niées par cette classe nouvelle d'entrepreneurs politiques et économiques. Ceux-ci se livrent volontiers aux refrains climato-sceptiques les plus effrénés ; ils militent contre les vaccins, mais aussi contre l'aide aux plus pauvres, tant ces combats contredisent la dorsale éminemment individualiste et concurrentielle, poisons mortels dans un contexte de mondialisation...

Face à ces menaces, seul un aspect inédit de notre contemporanéité peut tout changer. Avec l'essor des techniques nouvelles de communication, avec le substrat humain de la mondialisation, avec le renforcement de la sociabilité, les dynamiques sociales sont de plus en plus présentes et actives dans le jeu international. Cette « intersocialité » en plein essor, cette opinion publique internationale de plus en plus présente et agissante sont seules à même de contrer ces postures dont la principale faiblesse tient à leur artifice. Là où le cynisme politique s'accomplit, la conscience humaine et sociale peut assurer la noble fonction de contre-pouvoir... Encore faut-il savoir se mobiliser ! ●



Avec l'essor des techniques nouvelles de communication, avec le substrat humain de la mondialisation, avec le renforcement de la sociabilité, les dynamiques sociales sont de plus en plus présentes et actives dans le jeu international. Elles nourrissent une forme de contre-pouvoir.